

LES ENTRETIENS D'AUXERRE

2020
6/7 NOVEMBRE



ÉDITORIAL
QUEL AVENIR POUR LA DÉMOCRATIE ?
QUELQUES RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES

Valentine ZUBER

Historienne, Présidente
du Conseil Scientifique
des Entretien d'Auxerre

LA DÉMOCRATIE FAIT-ELLE ENCORE RÊVER ?



Aux yeux des commentateurs les plus avertis, des acteurs du monde politique jusqu'aux manifestants descendant dans la rue, la démocratie serait entrée depuis quelques années dans une crise particulièrement profonde. La constatation ne date pourtant pas d'hier et elle est probablement inhérente à la diversité des modalités recouvertes par ce système politique. Pourtant, au-delà des multiples contestations dont la démocratie a pu être l'objet par le passé et des reculs et déboires qu'elle essuie actuellement un peu partout dans le monde - une situation encore aggravée par la crise inédite de la pandémie actuelle et par la menace toujours résurgente du terrorisme -, le problème semble se poser de manière un peu différente aujourd'hui qu'hier. Si la crise actuelle paraît si grave, n'est-ce pas parce que ce système de gouvernement - jadis considéré comme la visée ultime de la modernité politique - n'apparaît plus comme aussi désirable qu'avant ? Et de là cette double interrogation : l'idée démocratique fait-elle encore rêver ? et si la réponse penche pour la négative, n'est-il pas légitime de se demander si la démocratie a bien encore un avenir ?

UNE LÉGITIMITÉ À NOUVEAU CONTESTÉE

Plusieurs indices politiques ou sociaux semblent en effet mettre en doute la légitimité même de ce système au Nord comme au Sud de notre planète. Au vu du succès rencontré de nouveau par la posture populiste (et le plus souvent autoritaire) revendiquée par de nombreux gouvernements actuels, l'adhésion à un réel fonctionnement démocratique semble en effet marquer le pas

un peu partout à travers le monde. Initialement basé sur l'idée de la nécessaire extension du domaine des libertés individuelles et de la garantie toujours plus vigilante de l'égalité de chacun dans une société équitablement partagée, la foi qu'il suppose dans un progrès sur le plan politique ou moral est particulièrement remise en cause, et ce, tant à l'extérieur qu'au sein même de nos sociétés pluralistes.

Les conceptions héritées du libéralisme politique et jusqu'alors massivement plébiscitées auraient-elles perdu progressivement de leur pertinence jusqu'à en devenir obsolètes ?

DE NOUVELLES PRATIQUES ANTIDÉMOCRATIQUES

A chaque période ses spécificités. La nôtre a vu émerger des nouveaux concepts politiques à la faveur du succès international des mouvements populistes, autoritaires et nationalistes qui ont trouvé la faveur d'un nombre croissant de peuples, y compris dans l'espace européen. Ces conceptions antidémocratiques ont été fortifiées par l'apparition simultanée au début de la décennie de nouvelles démagogies électoralistes, d'une communication politique biaisée tant à la base qu'au sommet des États, de manœuvres politiques visant à museler les oppositions tout en gardant une apparence démocratique, du triomphe des « vérités alternatives », de la désinformation propagée en toute impunité par les réseaux sociaux à l'ensemble du globe, des phénomènes de déstabilisation des élections nationales par le biais de puissances étrangères. Et au vu de la simultanéité de ces atteintes à l'intégrité et au bon fonctionnement du principe démocratique constatées dans plusieurs pays, certains s'interrogent donc sur les capacités de résistance du système en son entier. ● ● ●

LE SUCCÈS ACTUEL DES DÉMOCRATIES ILLIBÉRALES

Les restrictions drastiques faites aux libertés publiques que l'on observe dans les évolutions politiques récentes suivant un mode autoritaire - voir autocratique - à l'œuvre dans la Turquie de Recep Erdogan, la Russie de Vladimir Poutine ou le Brésil de Jair Bolsonaro, sont bien connues des politistes. En s'insérant dans l'histoire longue des régimes politiques, elles sont certes dangereuses pour l'équilibre mondial, mais peut-être plus banales dans leurs formes. Leurs effets résonnent cependant singulièrement à travers des répliques qui sous des formes plus insidieuses du délitement démocratique, affectent à des degrés divers des pays auxquels on ne s'attendait pas dans ce registre, comme les États-Unis de Donald Trump, l'Inde de Narendra Modi, ou plus près de nous, l'Italie de Matteo Salvini, la Grande Bretagne de Boris Johnson, la Pologne de Jaroslav Kaczynski ou encore la Hongrie de Viktor Orban.

LE RENOUVELLEMENT DES MOBILISATIONS POPULAIRES EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE

Toutes ces tentatives de déstabilisation génèrent aussi des réactions collectives et des propositions d'antidote. A travers l'essor des mouvements sociaux antisystèmes (mouvement des Indignés en Espagne, 5 étoiles en Italie, Occupy Wall Street, Nuit debout puis Gilets jaunes en France), une nouvelle contestation populaire, communiquée instantanément au monde entier, dénonce à intervalle régulier une démocratie confisquée par l'État et dénaturée par ses élites. Ils sont rejoints par les mouvements massifs appelant à la démocratie dans les pays marqués par une culture politique autoritaire (Printemps arabes, Hong Kong Protest, Hirak algérien, manifestations biélorusses contre la réélection du président Loukachenko, ou thaïlandaises pour mettre à bas une monarchie absolue et tyrannique...). Aussi divers soient-ils, ces mouvements ont en commun de réclamer à travers des formes innovantes de mobilisation, la mise en œuvre rapide d'institutions plus

démocratiques, plus égalitaires et réellement ouvertes au peuple.

Ne sont-ils donc pas, en dépit de leur plus ou moins grande pérennité, le signe que l'idéal démocratique fait et peut encore faire rêver ?

LA DÉMOCRATIE AU PÉRIL DE L'URGENCE SANITAIRE

Ce type de mobilisation a pourtant trouvé récemment lui aussi ses limites et s'est vu brutalement stoppé dans son élan, en raison du confinement sanitaire imposé aux populations par un nombre croissant d'États sur la planète, démocratiques ou autoritaires confondus. Le défi posé par la pandémie de la Covid19 affecte directement le fonctionnement politique traditionnel des États les plus solidement ancrés dans la démocratie. Ils se trouvent eux-mêmes confrontés à une nouvelle interrogation quant à la possibilité de préservation - en l'état - de leur fonctionnement politique. Les uns après les autres, ils mettent en place des formes plus ou moins strictes de politiques d'exception, parfois même d'états d'urgence sanitaire, censés permettre aux pouvoirs publics de déroger à un certain nombre d'exigences démocratiques pour une période limitée et ce, afin de mieux préserver les populations de la contagion générale et d'une surmortalité catastrophique.

LA DÉMOCRATIE EST-ELLE ASSEZ EFFICACE EN TEMPS DE CRISE?

Ce louable motif, la santé de toutes et tous, pose directement la question de l'efficacité d'une gestion de type démocratique en temps de crise. D'autant plus qu'à la suite de la crise sanitaire se profile une méga crise économique provoquée par le ralentissement imposé aux économies nationales et interconnectées au niveau mondial. Cette crise risque encore d'accroître les inégalités et par ricochet de nuire encore plus à la promesse démocratique. Ces questions qui se posent aux gouvernements et à leurs citoyens ne peuvent être esquivées et la seule réponse pragmatique



ne doit pas nous empêcher de nous interroger sur les effets à plus ou moins long terme de ces restrictions importantes à nos libertés.

Si leur contestation reste pour l'instant plutôt sporadique dans nos sociétés à travers les quelques manifestations anti-masques que l'on peut voir çà et là, essentiellement aux USA et en Allemagne, qu'en sera-t-il dans quelques mois si la pandémie continue à entraver notre quotidien ?

LE TERRORISME, ADVERSAIRE RÉSOLU DE NOTRE DÉMOCRATIE

Un autre exemple de péril récent est celui du terrorisme à tonalité politico-religieuse qui frappe à intervalle régulier des hommes et des femmes, non pas de manière anonyme, mais en raison même de leur fonction nécessaire à la préservation de l'écosystème démocratique. Quoi de plus symbolique en effet que de s'attaquer à un professeur en raison d'un cours donné sur la laïcité et la liberté d'expression ? N'est-ce pas la démocratie en elle-même qui est directement visée à travers cet acte criminel ? Face à cet attentat à la fois réel et hautement symbolique, le gouvernement a été sommé de réagir. Il l'a immédiatement fait, employant résolument un ton martial et déployant une rhétorique de guerre à l'encontre des exécutants solitaires d'un islam politique que les démocraties peinent à empêcher d'agir.

Plusieurs mesures sécuritaires ou de nature coercitive ont été annoncées, passant de l'expulsion de personnes hors du territoire national en raison de leur apologie du terrorisme, à des fermetures autoritaires d'associations dont l'objet paraît à la fois extrémiste et séparatiste. Or plusieurs de ces mesures aboutiraient de fait à une restriction importante de nos libertés sous prétexte de renforcement de notre sécurité.

SOMMES-NOUS PRÊTS À RENONCER À NOS LIBERTÉS POUR PLUS DE SÉCURITÉ ?

Sont visés en particulier des piliers historiques de nos libertés publiques républicaines, à savoir la liberté d'expression (à travers la réécriture envisagée de la loi sur la liberté de la presse de 1881 et une plus grande possibilité de censure des médias et réseaux sociaux), la liberté d'association (par la fermeture unilatérale d'associations s'inscrivant dans le cadre de la très libérale loi de 1901), la liberté religieuse (par la mise en place d'une régulation étatique assumée des cultes qui contreviendrait directement à l'esprit libéral de la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905). Si nous devons ainsi rogner ce qui fait la colonne vertébrale de notre État de droit afin de renforcer la République face aux attaques terroristes, notre système de gouvernement relèvera-t-il toujours du type démocratique ? Ce qui revient à nous demander si nous sommes prêts à renoncer ainsi à ce modèle politique si chèrement acquis et auquel de nombreux peuples aspirent de par le monde à la seule fin de la préservation de notre sécurité personnelle ou collective ?

C'est à toutes ces questions que nous voudrions pouvoir répondre à travers nos débats, lors de ces Entretiens d'Auxerre numériques. Nous le ferons en procédant comme d'habitude à l'examen méthodique des différents domaines d'application de la démocratie, que ce soit du point de vue politique, social, intime, ou même générationnel...

RÉINVENTER LA DÉMOCRATIE

Nous faisons cependant le pari que bien loin de perdre de sa pertinence, l'idéal démocratique, celui qui fait du peuple souverain le maître éclairé de son propre destin à travers une sanction électorale transparente et régulière, qui parie sur l'émancipation de l'individu plutôt que sur le maintien de la seule sécurité collective, fait encore massivement rêver à travers le monde.



Les formes et les modalités de sa pratique effective peuvent changer et ne doivent certainement pas s'interdire d'évoluer ou de se diversifier encore, en particulier en temps de crise majeure comme celle que nous traversons actuellement.

Car si l'exigence demeure, la démocratie doit alors constamment se réinventer.
Et c'est cette dynamique qui peut ainsi

permettre de préparer, au plus près des préoccupations des individus concernés, un avenir pacifié et une citoyenneté du monde véritablement partagée.

Valentine ZUBER

Bibliographie

Valentine Zuber, La laïcité en débat. Au-delà des idées reçues, Paris, Le Cavalier bleu, 2020.

Valentine Zuber (et alii), Citoyenneté et République, Paris, La Documentation française, 2020.